

Marine Le Pen : les cinq mensonges de son programme économique

Chiffrage au doigt mouillé, exonérations inconstitutionnelles, mesures qui nous promettent un bras de fer avec Bruxelles... Sur de nombreux points, le programme économique de Marine Le Pen ne tient pas la route.

Durée : 5 min

Actualité économique

Philippine Robert

Publié le 17/04/2022 à 09:00, mis à jour à 09:55

Newsletter Économie

Pour suivre l'analyse et le décryptage où que vous soyez

Envoyée chaque Mercredi

E-mail

Je m'inscris

C adrage financier détaillé, sortie de l'euro mise au placard, focalisation sur l'inflation et le pouvoir d'achat... : contrairement à 2017, Marine Le Pen a soigné son programme économique. En apparence. Car quand on se plonge dans le détail des différentes mesures proposées par la candidate du Rassemblement national, de nombreux points demeurent bancals, voire mensongers. Passage en revue de ces mesures qui ne tiennent pas la route.

Pas question de se faire accuser d'amateurisme. Sur le site Internet de sa campagne, Marine Le Pen présente un chiffrage de son programme qui paraît à première vue construit à la perfection. Autant de mesures d'économies ou de rentrées supplémentaires que de nouvelles dépenses ou de recettes en moins. A première vue... Car selon les calculs de l'Institut Montaigne, un think tank libéral, le compte n'y est pas, et l'application de l'ensemble des mesures de la candidate du Rassemblement national dégraderait notre déficit public de... 102 milliards d'euros. "Certaines recettes, comme la lutte contre la fraude, ou mesures d'économies sont exagérées tandis que des nouvelles dépenses sont sous-estimées", décrypte François Ecalle, ex-magistrat de la Cour des Comptes et fondateur du site Fipeco.fr. L'Institut Montaigne a par exemple calculé que sa

"De plus, certaines mesures sont présentées par la candidate comme étant 'sans impact budgétaire' alors qu'elles en auront forcément un : difficile de penser que l'exonération de

cotisations patronales pour les augmentations de salaires de 10% ne coûte rien", souligne François Ecalle. Pour le moment, l'Etat français bénéficie encore de l'édredon de la Banque centrale européenne, et de la suspension des règles budgétaires européennes. Mais cela ne durera pas tout le quinquennat... Et si Marine Le

LIRE AUSSI >> Le populisme de Marine Le Pen se paiera cash en pouvoir d'achat